



# TABLEAU DE BORD économique de l'Ile-de-France

## UN DÉBUT DE REPRISE DEPUIS LE PRINTEMPS EN ILE-DE-FRANCE

Après avoir évolué très poussivement début 2021, l'activité francilienne a retrouvé du tonus au deuxième trimestre 2021. Le rebond s'est notamment manifesté sur le front de l'emploi : l'emploi privé a ainsi augmenté de 1,0 % au printemps dernier, ce qui a porté le total des créations à plus de 68 000 au cours des six premiers mois de 2021. La région-capitale n'en reste pas moins en retard par rapport aux autres régions : l'emploi salarié privé a en effet d'ores et déjà retrouvé et dépassé son point haut d'avant-crise au plan national alors que le déficit est encore de près de 54 000 emplois en Ile-de-France. Par ailleurs, l'écart entre le taux de chômage francilien et le taux en France métropolitaine est cantonné à quelques dixièmes de point, une situation inédite depuis 2003-2005. Au plan sectoriel, il est à noter que le trafic de Paris Aéroport a commencé à se redresser à partir d'avril dernier : en cumul sur les douze derniers mois (de juillet 2020 à juin 2021), il s'est élevé à 24,0 millions contre 19,0 millions d'avril 2020 à mars 2021.

### Conjoncture française

Après avoir calé fin 2020 (- 1,1 % au quatrième trimestre sur fond de deuxième confinement national) et début 2021 (+ 0,1 % au premier trimestre alors que débutait la troisième vague épidémique), le PIB hexagonal a nettement rebondi au deuxième trimestre 2021 (+ 1,3 %) ; si la contribution du commerce extérieur a été légèrement négative, les dépenses de consommation des ménages et l'investissement ont permis cette hausse. Dans ce contexte porteur, l'emploi privé a fortement augmenté (+ 1,4 %, soit 265 100 créations nettes) et dépassait à mi-année son niveau d'avant-crise de 0,4 % (+85 800 unités) ; parallèlement, le taux de chômage est resté quasiment stable sur un trimestre, à des niveaux équivalents à ceux de fin 2019 (7,8 % en France métropolitaine et 8,0 % sur l'ensemble de la France au deuxième trimestre 2021).

### Tendances à court terme

L'économie francilienne poursuit son redressement progressif et la dynamique est porteuse depuis la rentrée. Ainsi, les services marchands – à l'exception notable de l'hôtellerie – ont retrouvé, voire dépassé, leurs niveaux d'avant crise sanitaire ; désormais, les problématiques les plus importantes pour les services relèvent du recrutement. Parallèlement, l'industrie francilienne maintient en moyenne son activité mais certains secteurs sont pénalisés par les difficultés d'approvisionnement, phénomène qui prend de l'ampleur mois après mois. Même si elle devait se concrétiser par une cinquième vague, l'évolution à nouveau défavorable du contexte sanitaire depuis mi-octobre ne devrait pas inverser ces tendances, compte tenu de la part désormais élevée de la population vaccinée.

Novembre 2021

Période sous revue : 2<sup>e</sup> trimestre 2021



Un centre d'observation de

CCI PARIS ILE-DE-FRANCE  
PROSPECTIVE

Retrouvez toutes nos publications sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)

# Indice de la production nationale industrielle

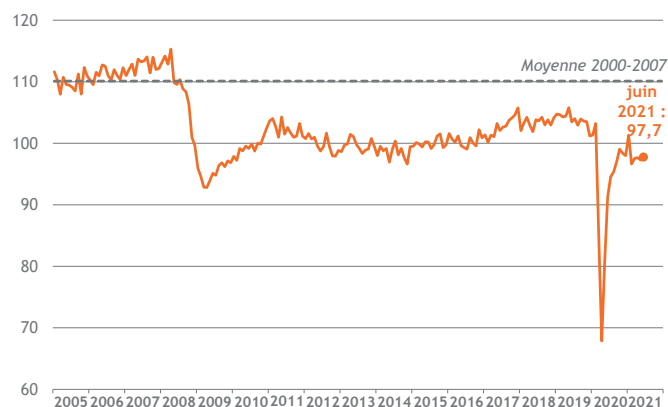
## 2<sup>e</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

**+ 22,0 %**

Après avoir touché un point bas en avril 2020, lors du premier confinement national, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) hexagonal s'est redressé jusqu'à l'automne 2020 avant de se montrer plus hésitant depuis. Au deuxième trimestre 2021, la production a ainsi continué à plafonner 5,0 % environ sous ses niveaux d'avant la pandémie et l'IPI a augmenté de 22,0 % par rapport au deuxième trimestre 2020 mais s'est réduit de 0,9 % par rapport au premier trimestre 2021. Au plan sectoriel, les évolutions sont restées contrastées puisque la fabrication d'automobiles s'est repliée de 16,4 % sur un trimestre au printemps 2021 tandis que les industries agroalimentaires voyaient leur production croître de 1,4 %. Les résultats les plus récents montrent que le redressement de l'activité manufacturière s'est poursuivi pendant l'été mais l'IPI n'en est pas moins resté en août inférieur de 3,9 % à son niveau de février 2020.

## Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

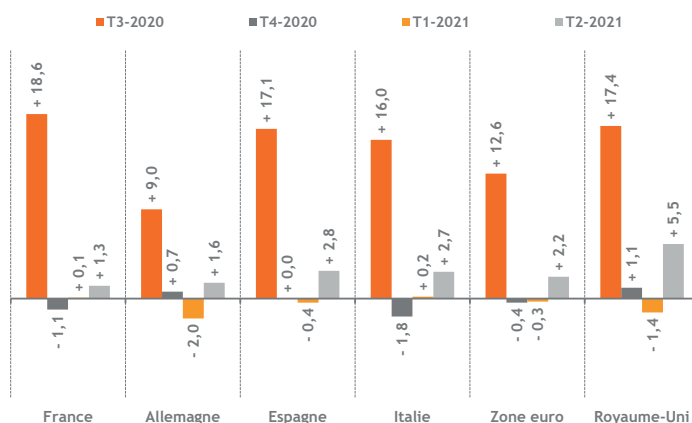
# La conjoncture européenne

## 2<sup>e</sup> trimestre 2021 - PIB de la zone euro

**+ 2,2 %**

Après avoir marqué le pas fin 2020 et début 2021, la croissance européenne a retrouvé du tonus au printemps dernier ; ainsi, au deuxième trimestre 2021, le PIB a augmenté de 2,2 % dans la zone euro et de 2,1 % dans l'Union européenne. Parmi les principales économies continentales, l'Espagne et l'Italie ont affiché les plus fortes hausses de PIB (respectivement + 2,8 % et + 2,7 %) ; dans le même temps, le PIB allemand (+ 1,6 %) a crû plus nettement que le PIB français (+ 1,3 %) mais l'économie avait été particulièrement pénalisée outre-Rhin par la troisième vague de Covid-19 au premier trimestre 2021 (- 2,0 %). Parallèlement, le taux de chômage européen est reparti à la baisse au printemps 2021, passant de 8,1 % en mars à 7,7 % en juin dans la zone euro et de 7,4 % à 7,1 % dans l'UE.

## Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays européens (en %)



Sources : Insee, Eurostat et OCDE

# Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
<b>Superficie</b> (en km <sup>2</sup> )	12 012	543 965	2,2 %
<b>Nombre de communes</b>	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
<b>Population</b> (en millions - au 1 <sup>er</sup> janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
<b>Densité de la population au km<sup>2</sup></b>	1 017	123	-
<b>PIB 2018</b> (en milliards d'euros - Insee)	726,2	2 360,7 (France métrop. : 2 316,7)	30,8 % (31,3 %)
<b>PIB/habitant 2018</b> (en euros)	59 387	35 252 (France métrop. : 35 763)	-
<b>PIB/emploi 2018</b> (en euros)	112 555	83 204 (France métrop. : 83 625)	-
<b>Emplois salariés privés</b> (2 <sup>e</sup> trimestre 2021 - Insee)	4 786 674	19 842 403 (France métrop. : 19 466 408)	24,1 % (24,6 %)
<b>Taux de chômage</b> (2 <sup>e</sup> trimestre 2021 - Insee)	7,6 %	8,0 % (France métrop. : 7,8 %)	-

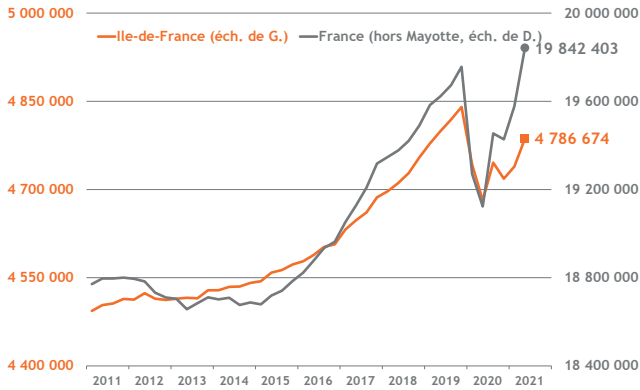
# Emploi salarié privé

2<sup>e</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

**+ 2,2 %**

Après être reparti à la hausse au troisième trimestre 2020 (+ 64 102 emplois), puis avoir de nouveau marqué le pas au trimestre suivant (- 27 293 emplois), l'emploi salarié privé francilien est favorablement orienté depuis le début de 2021. Ainsi, il a augmenté de 0,4 % sur un trimestre au premier trimestre 2021, puis de 1,0 % au printemps, soit 68 306 créations nettes au cours des six premiers mois de l'année. Même si son niveau a crû de 2,2 % sur un an, la baisse provoquée par le premier confinement national (près de 159 000 emplois perdus au premier semestre 2020) n'est pas encore effacée : le déficit d'emplois par rapport au point haut de fin 2019 est de près de 54 000 postes. Surtout, la situation est plus favorable au plan national qu'en Ile-de-France : l'emploi salarié privé y a d'ores et déjà retrouvé et dépassé son point haut d'avant-crise.

## Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

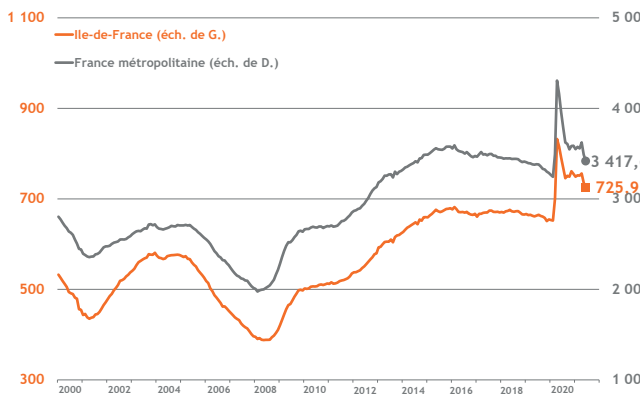
# Demande d'emploi

juin 2021 - glissement annuel

**- 8,3 %**

Très nettement reparti à la hausse en mars et en avril 2020 (+ 180 290 pour atteindre jusqu'à 832 350), le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A en Ile-de-France s'est ensuite réduit de mai à août 2020 avant de caler autour de 750 000. Toutefois, malgré un rebond en avril 2021 sur fond de troisième confinement national, le nombre de demandeurs d'emploi dans la région est reparti à la baisse au deuxième trimestre 2021 et s'est fixé à 725 860 en juin dernier, soit - 8,3 % sur un an mais encore + 11,3 % par rapport à février 2020. Au plan national, le reflux du nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité est plus rapide qu'en Ile-de-France : en juin, le volume de demandeurs d'emploi en catégorie A était en recul de 13,7 % sur un an et n'était plus supérieur que de 5,4 % à celui de février 2020.

## Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

**Note :** la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

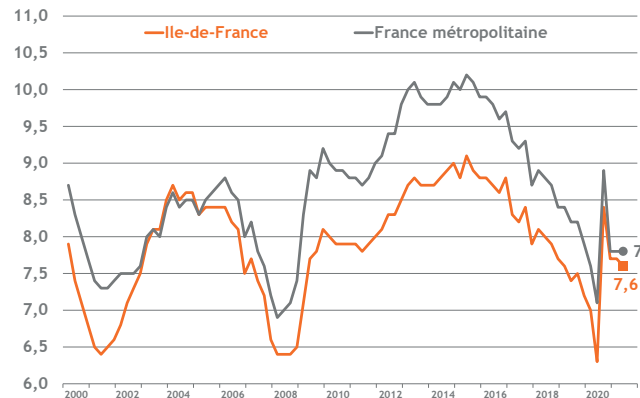
# Taux de chômage

2<sup>e</sup> trimestre 2021

**7,6 %**

Après avoir très fortement augmenté au troisième trimestre 2020 (+ 2,1 points), puis s'être réduit au trimestre suivant (- 0,7 point), le taux de chômage francilien est quasiment stable depuis ; ainsi, il s'est fixé à 7,6 % en moyenne sur l'ensemble du deuxième trimestre 2021 alors qu'il était de 7,7 % fin 2020 et début 2021. Au plan national, la tendance a également été à la stabilité : le taux de chômage en France métropolitaine est stable à 7,8 % depuis le quatrième trimestre 2020.

## Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

L'écart entre les taux en Ile-de-France et en France métropolitaine est extrêmement faible, une situation inédite depuis la période 2003-2005 (i.e. les années ayant suivi l'éclatement de la bulle internet qui avait particulièrement affecté l'Ile-de-France).



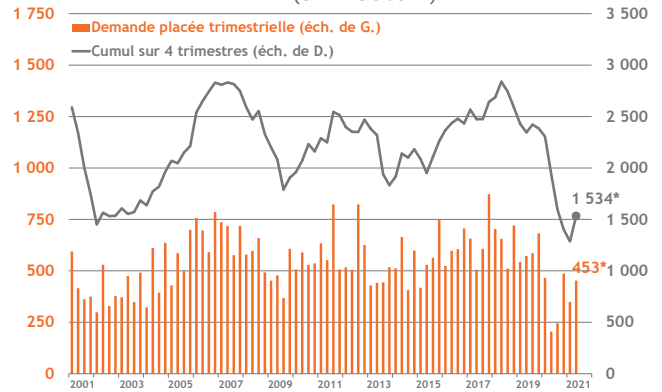
# Immobilier d'entreprises

## 2<sup>e</sup> trimestre 2021 - Surfaces de bureaux commercialisés

**452 500 m<sup>2</sup>**

Très ralentie en 2020, la demande placée de bureaux en Ile-de-France a peiné à se redresser début 2021 malgré une tendance encourageante à partir du printemps ; ainsi, les commercialisations de bureaux dans la région se sont élevées à 452 500 m<sup>2</sup> au deuxième trimestre 2021, soit une hausse de 121,1 % par rapport au même trimestre de 2020, atone, mais un déficit de 20,9 % par rapport au deuxième trimestre 2019. Par conséquent, en cumul sur les quatre derniers trimestres, la demande placée en Ile-de-France est tout juste repassée au-delà des 1 500 000 m<sup>2</sup>. Par ailleurs, les premiers résultats disponibles pour l'été dernier montrent que les commercialisations de bureaux dans la région sont une nouvelle fois restées cantonnées sous les 500 000 m<sup>2</sup> au troisième trimestre 2021.

### Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France (en milliers de m<sup>2</sup>)



Source : GIE Immostat  
\* : données provisoires pour le deuxième trimestre 2021

# Prix des logements anciens

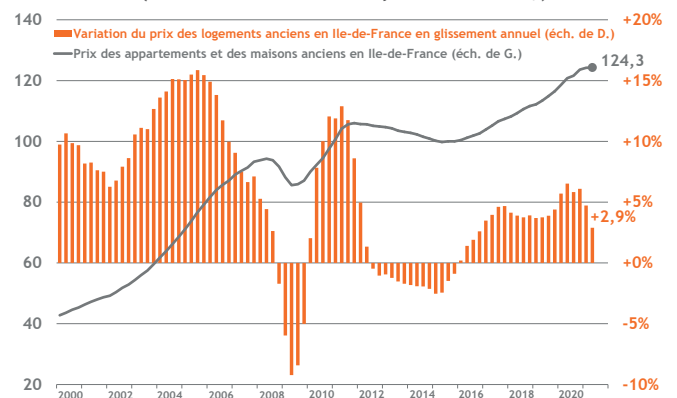
## 2<sup>e</sup> trimestre 2021 - Prix des logements anciens - glissement annuel

**+ 2,9 %**

Le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) a continué à croître en Ile-de-France au deuxième trimestre 2021 mais l'ampleur des variations s'est encore atténuée (+ 0,1 % sur un trimestre, après + 0,5 % début 2021 et + 1,6 % fin 2020, et + 2,9 % sur un an, après + 4,7 % et + 6,1 %).

L'augmentation des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 n'en atteint pas moins 24,5 %, cette tendance haussière étant toujours principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 27,9 % contre + 18,0 % pour les maisons). La demande pour certains biens (petits logements, appartements sans balcon, etc.), notamment dans la capitale, reste malgré tout en retrait.

### Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France (données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee  
\* : données provisoires pour le deuxième trimestre 2021

# Emploi intérimaire

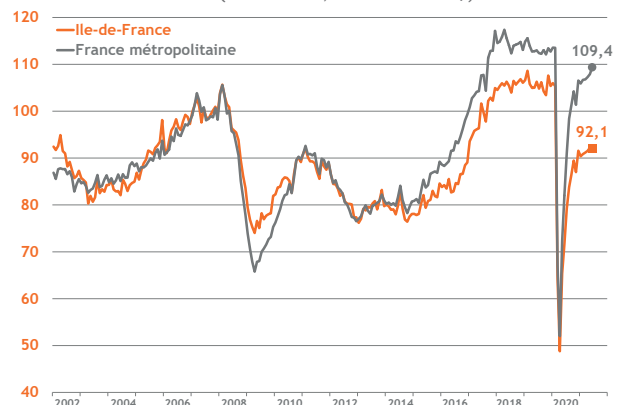
## juin 2021 - glissement annuel

**+ 28,5 %**

Après avoir subi une chute brutale au printemps 2020 (passant de 132 509 en février à 61 336 en avril), le volume d'emplois intérimaires en Ile-de-France s'est redressé vivement jusqu'au deuxième confinement national (novembre et début décembre 2020) mais peine, depuis, à franchir le seuil de 115 000 (115 770 équivalents temps plein en juin 2021) ; par conséquent, à la fin du deuxième trimestre, l'emploi intérimaire dans la région était certes en hausse de 28,5 % sur un an mais restait en retrait de 12,6 % par rapport à son niveau d'avant le début de la crise sanitaire. Parallèlement, le rebond de l'emploi temporaire s'avère plus rapide au plan national puisque l'intérim en France métropolitaine accusait en juin dernier un déficit cantonné à 3,7 % par rapport à février 2020.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

### Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein (données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

# Créations d'entreprises

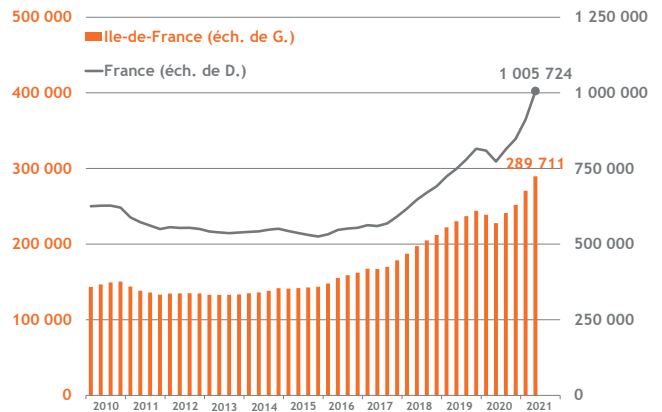
créations d'entreprises - 2<sup>e</sup> trimestre 2021

**67 091**

Quelque 67 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France au deuxième trimestre 2021 ; ce volume a représenté une nouvelle hausse à deux chiffres (+ 40,0 % par rapport au deuxième trimestre 2020) après celles déjà enregistrées aux trois trimestres précédents. Toutefois, contrairement aux évolutions précédentes, la hausse a été particulièrement impulsée par les créations « classiques » qui ont crû de 69,1 % tandis que les créations sous le régime du micro-entrepreneur ont plus modestement augmenté (+ 25,8 %). Grâce à cette nouvelle évolution favorable, le nombre de créations dans la région au cours des douze derniers mois (i.e. de juillet 2020 à juin 2021) s'est encore approché du cap des 300 000 (289 711). Au plan national, la tendance est tout aussi soutenue : le volume total de créations d'entreprises y a augmenté de 58,7 % sur un an au deuxième trimestre 2021 et le cumul sur douze mois à franchi pour la première fois le cap du million.

## Créations d'entreprises en Ile-de-France

(total tous types d'entreprises, données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

# Défaillances d'entreprises

2<sup>e</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

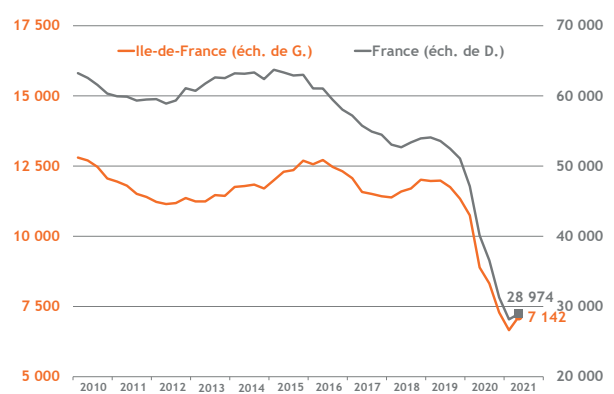
**+ 39,2 %**

Le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France a augmenté au printemps 2021 pour la première fois depuis deux ans ; il a en effet augmenté de 39,2 % par rapport au deuxième trimestre 2020. Toutefois, la comparaison se fait par rapport à une période marquée par le premier confinement national ; en cumul sur les douze derniers mois (i.e. de juillet 2020 à juin 2021), le volume de défaillances dans la région est resté faible (7 142 contre 11 338 sur l'ensemble de 2019).

Au plan national, le rebond a été moins marqué : + 13,9 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2021.

## Défaillances d'entreprises

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Sources : Insee Ile-de-France

# Dépenses de consommation des ménages

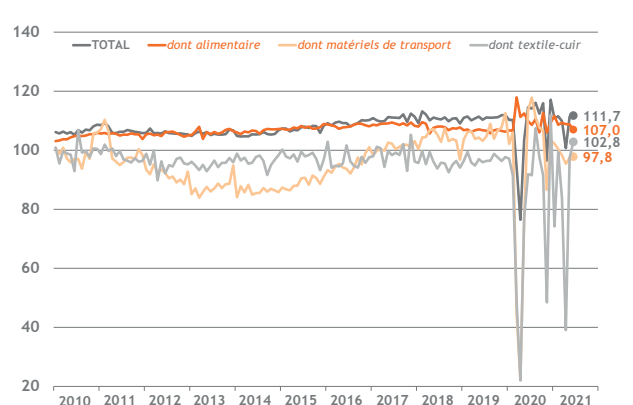
2<sup>e</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

**+ 9,9 %**

Du fait du troisième confinement national, les dépenses de consommation en biens des ménages français ont continué à évoluer par à-coups au deuxième trimestre 2021 ; ainsi, la consommation s'est repliée de 8,3 % sur un mois en avril, avant de rebondir de 10,6 % en mai. Au final, sur l'ensemble du deuxième trimestre 2021, les dépenses de consommation en biens ont été supérieures de 9,9 % à celles du deuxième trimestre 2020 mais ont perdu 2,5 % comparativement à celles du premier trimestre 2021. La consommation alimentaire a été particulièrement défavorablement orientée puisqu'elle s'est réduite de 1,5 % sur un trimestre et de 2,7 % sur un an. Par ailleurs, les données les plus récentes montrent que, la consommation des ménages en biens a de nouveau été décevante au cours de l'été dernier.

## Indices du volume des ventes de biens en France

(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

## Commerce extérieur

### exportations - 2<sup>e</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

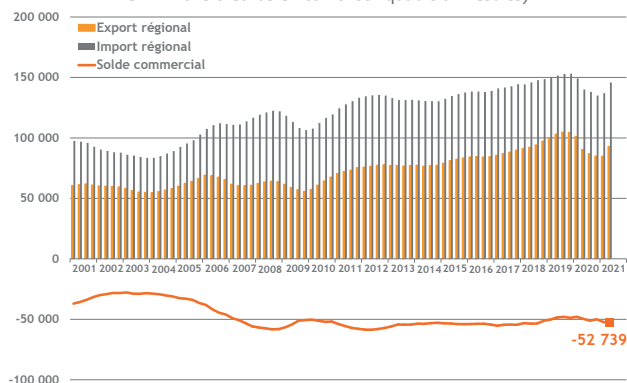
**+ 51,5 %**

Après avoir été orientées à la baisse tout au long de 2020 puis au premier trimestre 2021, les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes ont rebondi au deuxième trimestre 2021. Elles ont en effet augmenté de 51,5 % par rapport à la même période de 2020 ; elles sont, malgré tout, restées inférieures de 9,6 % à celles du deuxième trimestre 2019. Dans le même temps, les importations ont certes crû plus modérément sur un an (+ 30,3 % par rapport au deuxième trimestre 2020) mais ont été quasiment équivalentes à leur niveau du printemps 2019 (- 0,9 % seulement). Dans ce contexte, le déficit commercial francilien s'est encore creusé au deuxième trimestre 2021 : en cumul sur les douze derniers mois (i.e. de juillet 2020 à juin 2021), celui-ci s'est élevé à 52,7 milliards d'euros.

\*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

### Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB\* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

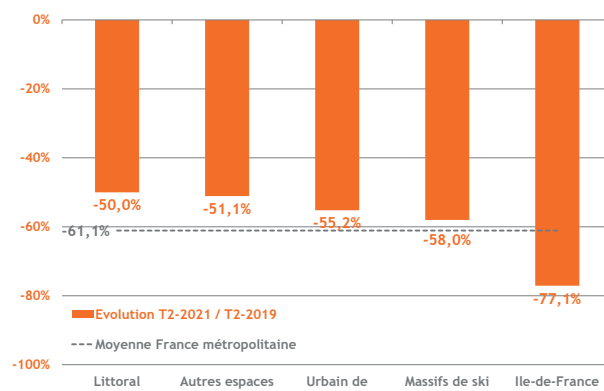
## Hôtellerie

### millions de nuitées dans les hôtels franciliens - 2<sup>e</sup> trimestre 2021

**4,4**

Au printemps 2021, l'activité touristique est restée plus affectée par la crise en Ile-de-France que dans les autres régions de l'hexagone. Ainsi, le nombre de nuitées hôtelières dans la région-capitale au deuxième trimestre 2021 (4,4 millions) a été supérieur aux 1,5 million de nuitées de la même période de 2020 mais est resté très inférieur aux 19,1 millions du deuxième trimestre 2019 (- 77,1 %). Qui plus est, le repli est plus conséquent que celui subi par les autres zones touristiques de France métropolitaine, les espaces urbains de province ayant notamment limité la baisse à 55,2 %. En effet, l'absence de la clientèle internationale pénalise particulièrement l'Ile-de-France depuis le début de la pandémie ; de même, les professionnels qui fréquentent habituellement les salons, les congrès, etc. ont encore cruellement fait défaut au printemps dernier, la réouverture des portes des centres d'expositions – avec une jauge de 5 000 visiteurs maximum – n'étant intervenue que le 9 juin.

### Evolution du nombre de nuitées hôtelières au deuxième trimestre 2021 par rapport au deuxième trimestre 2019 (en %)



Source : Insee

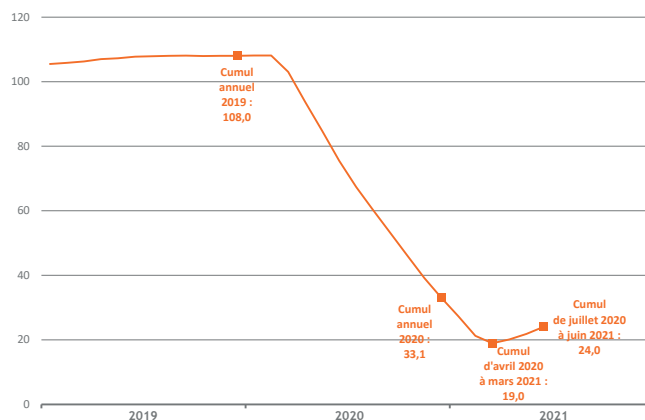
## Trafic aéroportuaire

### trafic passagers - 2<sup>e</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

**+ 499,6 %**

Après s'être trouvé quasiment à l'arrêt au deuxième trimestre 2020 sur fond de premier confinement national, le trafic passagers de Paris Aéroport est ensuite resté limité pendant plusieurs mois, puis a tout juste commencé à se redresser au printemps dernier. Ainsi, au deuxième trimestre 2021, il a été multiplié par six (+ 499,6 %) par rapport à la même période de 2020 ; il n'en est pas moins resté inférieur de 78,8 % à son niveau du deuxième trimestre 2019. En effet, le nombre de passagers à Roissy et Orly ne s'est élevé qu'à 6,1 millions d'avril à juin 2021, ce qui n'a porté le cumul sur les douze derniers mois qu'à 24,0 millions contre 108,0 millions de janvier à décembre 2019. Les résultats déjà disponibles pour l'été 2021 montrent que, en particulier grâce à la réouverture des frontières européennes, l'amélioration s'est poursuivie, le trafic passagers de Paris Aéroport ayant représenté en juillet, août et septembre derniers près de la moitié du trafic des mêmes mois de 2019 et s'étant élevé, en cumul sur les douze derniers mois connus, à 31,5 millions.

### Trafic passagers de Paris Aéroport (en cumul sur 12 mois)



Source : Paris Aéroport

## Industrie

### Quasiment à ses niveaux d'avant-crise... sauf les matériels de transport

Malgré le reconfinement du mois d'avril, l'activité industrielle francilienne a globalement été bien orientée tout au long au deuxième trimestre 2021. Dans plusieurs secteurs, comme l'industrie chimique ou l'industrie agroalimentaire, l'activité s'est même située à des niveaux proches de ceux d'avant-crise. Ce n'est pas le cas, en revanche, pour le secteur des matériels de transport qui est particulièrement affecté par les difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs. Le taux d'utilisation de l'outil de production s'est établi en moyenne à 76 % dans la région et est resté en retrait par rapport au niveau observé au plan national (79 %). Pour les mois à venir, les industriels se montrent optimistes mais ont indiqué que la hausse des prix des matières premières sera répercutée, au moins partiellement, sur ceux des produits finis.

## Bâtiment et travaux publics

### Difficultés d'approvisionnement et de recrutement

Dans la continuité des trimestres précédents, l'activité du BTP est restée favorablement orientée en Ile-de-France au deuxième trimestre 2021. Toutefois, dans le bâtiment, le secteur du gros-œuvre est plus dynamique que le second-œuvre : le premier a enregistré au printemps une nouvelle hausse de son chiffre d'affaires tandis que l'activité du deuxième a été pénalisée par les difficultés d'approvisionnement. Parallèlement, les tensions sur les prix des matières premières, comme le bois et l'acier, perdurent et les montants des devis ont été ajustés en conséquence. Dans les travaux publics, l'effet de la pandémie s'estompe et les entreprises du secteur retrouvent progressivement leur niveau d'activité d'avant-crise. Dans ce contexte, les besoins de recrutement sont élevés dans l'ensemble du BTP mais les difficultés pour trouver du personnel expérimenté persistent.

## Services marchands non financiers

### Un printemps très contrasté

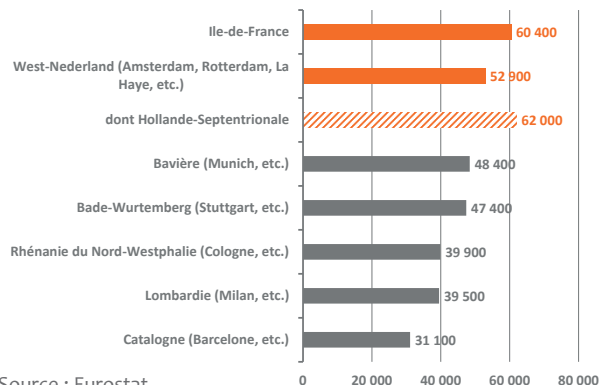
L'évolution de l'activité des services marchands franciliens a été très contrastée d'un mois à l'autre au deuxième trimestre 2021. Le renforcement des mesures prophylactiques - effectif en Ile-de-France dès le 20 mars - a particulièrement touché les services à la personne jusqu'à la mi-mai. L'amélioration des conditions sanitaires a ensuite permis un net rebond qui a conduit, pour la première fois depuis l'été 2020, le niveau d'activité dans les services marchands à plus de 90 % de la « normale ». Le redémarrage a notamment été marqué en juin dans le secteur de l'hébergement-restauration en raison de l'allègement des contraintes sanitaires (décalage du couvre-feu à 23h et réouverture des espaces intérieurs des restaurants et des cafés à compter du 9 juin) ; plus récemment, la reprise des salons et grands événements a constitué une nouvelle étape importante pour la reprise du secteur.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.  
[www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france](http://www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france)

## Dossier du trimestre

### L'Ile-de-France et la région d'Amsterdam, deux des territoires les plus producteurs de richesses d'Europe

**PIB par habitant aux prix courants du marché dans quelques-unes des plus grandes régions européennes**  
(données 2019, en euros)



Source : Eurostat

En termes de produit intérieur brut (PIB), le poids de l'Ile-de-France est très supérieur à celui de la région d'Amsterdam. La valeur ajoutée de l'Ile-de-France est ainsi 4,2 fois supérieure à celle de la Hollande-Septentrionale et encore 1,7 fois supérieure à celle du West-Nederland. La comparaison entre l'Ile-de-France et la région d'Amsterdam prend plus de sens en termes de PIB par habitant. En effet, en 2019, celui-ci atteignait 60 400 € en Ile-de-France tandis qu'il s'élevait à 52 900 € pour le West-Nederland et à 62 000 € en Hollande-Septentrionale. Les régions française et néerlandaise présentent des PIB par habitant parmi les plus élevés du Vieux Continent.

La situation du marché du travail est structurellement nettement à l'avantage d'Amsterdam et sa région. Au cours des dix dernières

années, l'écart entre les taux de chômage dans la région néerlandaise et dans la région française a même toujours été d'au moins 1,7 point (en 2013) et a atteint jusqu'à 5,0 points (en 2018).

Malgré des caractéristiques favorables, Amsterdam reste en retrait comparativement à la capitale française en termes d'attractivité économique. Aux yeux des investisseurs, Amsterdam se positionne malgré tout parmi les premières destinations en termes de qualité de vie. Elle se distingue plus encore en matière de dumping fiscal. Par ailleurs, Amsterdam fait jusqu'à maintenant partie des principaux bénéficiaires de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE). Le Brexit a notamment provoqué un transfert de près de la moitié des volumes de transactions boursières du Royaume-Uni vers l'UE ; ainsi, en janvier dernier, la place boursière d'Amsterdam est devenue la première d'Europe avec 9,2 milliards d'euros d'actions échangées en moyenne chaque jour. Symboles de l'attractivité des deux régions, l'Ile-de-France et la région d'Amsterdam disposent de deux des trois principaux aéroports européens ; ainsi, les 71,7 millions de passagers d'Amsterdam-Schiphol et les 76,2 millions de Paris-Charles-de-Gaulle n'étaient devancés en 2019 que par les 80,9 millions de Londres-Heathrow. Forte de son aéroport, Amsterdam attire près de la moitié des visiteurs étrangers qui se rendent aux Pays-Bas ; ainsi, en 2019, dernière année avant le début de la pandémie de Covid-19, la capitale néerlandaise a accueilli 8,8 millions de touristes internationaux et a été la cinquième ville européenne la plus visitée derrière Prague, Rome, Paris et Londres.

**Pour en savoir plus :**

« L'Ile-de-France et la région d'Amsterdam, deux des territoires les plus producteurs de richesses d'Europe », Enjeux Ile-de-France du Crocis n°226, septembre 2021, étude téléchargeable sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)

**Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL**

**Pour en savoir plus :**

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr) dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

**CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08**  
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : [crocis@cci-paris-idf.fr](mailto:crocis@cci-paris-idf.fr)

Retrouvez toutes nos publications sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)  
Suivez nous sur Twitter [https://twitter.com/CROCIS\\_CCI\\_IDF](https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF)

- Responsable : Isabelle SAVELLI
- Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
- Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
- Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
- Services : Bénédicte GUALBERT
- Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
- PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
- Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI  
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE  
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI

Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France  
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source  
Dépot légal : Novembre 2021

ISSN : 1266-3255